



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement ne tire aucune leçon d'une année de crise sanitaire !

Une situation sanitaire explosive, des contaminations qui s'accroissent, particulièrement avec les variants du virus et qui touchent de plus en plus de personnes et de régions, une surmortalité constatée proportionnelle aux inégalités sociales ou territoriales et le président de la République s'auto-congratule dans son allocution télévisée.

Alors que la vie familiale, professionnelle et sociale de tous est mise entre parenthèses depuis plus d'un an, aucune annonce gouvernementale ne témoigne d'une prise de conscience des raisons objectives de ce troisième confinement national qui ne dit pas son nom.

Pas un mot sur ce qui a conduit les hôpitaux publics et les services de santé en général à être au bord de l'implosion.

La CGT alerte, depuis des mois, sur les suppressions de moyens, en particulier les besoins en recrutement de personnels soignants formés, qualifiés et payés, la nécessaire ouverture de plus de lits particulièrement en réanimation, la réouverture d'établissements ou de services fermés.

Où sont les 14 000 lits promis par Emmanuel Macron ?

Pourquoi continue-t-il à fermer des hôpitaux ?

La réalité est sans appel, les déprogrammations de soins et d'actes chirurgicaux se multiplient et de nombreux patients atteints de maladies graves voient leur prise en charge retardée mettant en péril leur chance de guérison.

Les personnels soignants sont épuisés, exposés et, souvent, tellement en sous-effectif qu'ils renoncent à protéger leur propre santé.

Le président de la République ose rappeler les applaudissements alors que les personnels attendent toujours une véritable reconnaissance salariale et un plan de recrutement de plus de 400 000 emplois dans la Santé, les Ehpad et l'aide à domicile.

Il en est de même pour les annonces concernant l'éducation nationale, pas un mot sur les suppressions de classe contre lesquelles les personnels se mobilisent en ce moment, les sections en sureffectif qui expliquent grandement les difficultés rencontrées pour exercer des missions de service public de qualité et pour protéger et faire respecter les consignes sanitaires de l'ensemble de la communauté éducative.

C'est un plan d'urgence massif pour l'emploi dans l'éducation et les universités qui est plus que nécessaire !

Pas un mot en direction de la jeunesse sacrifiée qui souffre et peine à survivre avec des aides dérisoires.

Au lieu de cela, les familles vont devoir gérer, du jour au lendemain, un nouveau calendrier de vacances scolaires.

Elles risquent d'être confrontées à de multiples difficultés pour concilier la garde de leurs enfants et la poursuite de leur activité professionnelle.

Rien n'est prévu pour éviter que la majorité des parents en télétravail et particulièrement les femmes ne soient dans l'obligation de conjuguer cours à la maison, garde d'enfants et travail.

La CGT dénonce d'ailleurs le risque de dérives en matière de droit du travail rendu possible dans le cadre de la prolongation de la loi d'urgence (jours de congé imposés, remise en cause de la prise en charge en chômage partiel, etc.).

Le président de la République, dans sa poursuite d'une énumération indécente de ses bonnes actions et décisions politiques, tend à la provocation en parlant de la campagne de vaccination.

En effet, il est indiscutable aujourd'hui que l'insuffisance d'approvisionnement en vaccins trouve ses causes dans la casse de la recherche publique et de l'appareil productif du médicament.

Les milliers de suppressions d'emplois à Sanofi en témoignent.

Pour sortir de cette crise sanitaire rapidement, une seule décision politique doit être prise.

Il faut réellement faire des vaccins un bien humain mondial, libérer les brevets.

Cela permettra de produire, en France et Europe, non seulement des flacons comme actuellement mais des doses de vaccins en suffisance, y compris pour l'ensemble des pays en attente. Rappelons que 130 pays, soit 2,5 milliards d'êtres humains, n'ont reçu aucune dose et que seuls 10 États ont utilisé à eux seuls 75% des doses disponibles.

Toutes les conditions sont réunies pour obtenir de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) cette possibilité prévue légalement et, pourtant, la France est un des pays à avoir voté contre la levée temporaire de la propriété intellectuelle demandée par l'Afrique du Sud et l'Inde.

À la fin de cette communication méprisante et éloignée des préoccupations des Français, Emmanuel Macron fixe une nouvelle échéance, un « bout du tunnel » hypothétique de réouverture des commerces et des lieux de culture, alors qu'il vient de décider d'en fermer encore plus pour 4 semaines.

Combien se relèveront ? Quels impacts sur les milliers d'emplois de salariés particulièrement des TPE ? Il n'en dit mot !

Pas un mot en direction du monde du travail, de ces salariés de « deuxième ligne » si essentiels à notre société.

C'est d'un plan de rupture qui rompt avec la gestion uniquement comptable des problèmes dont le pays a besoin pour sortir de la crise.

Pour la CGT, ce discours présidentiel et ceux qui vont suivre cet après-midi, notamment celui décliné par le Premier Ministre devant la représentation nationale, méritent que les travailleuses et les travailleurs se mobilisent pour exiger un véritable changement de cap.

Elle donne rendez-vous pour un printemps des luttes pour l'emploi, le renforcement des services publics, particulièrement de la santé et de l'éducation, le droit de toutes et tous d'être protégé et d'avoir accès à la vaccination.

Montreuil, le 1^{er} avril 2021